

# Bankgeheimnis

*Eines der Ziele, auf die ATTAC Luxembourg hinarbeiten möchte, ist die Aufhebung des Bankgeheimnisses in Luxemburg in seiner heutigen Form. Das Bankgeheimnis hat unserem Finanzplatz den Ruf eingebracht hat, eine Drehscheibe für Gelder zweifelhafter Herkunft zu sein, begründet aber auch zu einem guten Teil seinen spektakulären Erfolg und finanziert dadurch indirekt unseren recht großzügigen Sozialstaat. Drei Politiker haben als Privatpersonen den Forderungskatalog von ATTAC Luxembourg unterschrieben und stehen damit auch für eine Abschaffung des Bankgeheimnisses. forum fragte bei der ATTAC-Presskonferenz André Hoffmann, Danièle Igniti und Fränz Bausch, ob sie tatsächlich für diesen Schritt sind, selbst wenn als Folge die Staatsfinanzen massiv zu leiden hätten. Die mündlich vorgetragenen Antworten waren nuanciert, aber glaubwürdig. Bei der schriftlichen Formulierung hingegen wollte sich Fränz Bausch doch nicht mehr so weit aus dem Fenster lehnen und passte seine Stellungnahme wieder der offiziellen Linie der luxemburgischen Regierung an.*

## Pour la levée du secret bancaire

"On m'avait posé la question crûment lors du débat avec M. Jean-Claude Juncker à la Kulturfabrik avant les élections législatives: "Êtes-vous donc pour la levée du secret bancaire?" - et ma très brève réponse "Oui" a provoqué, il faut le dire, quelques remous dans la salle.

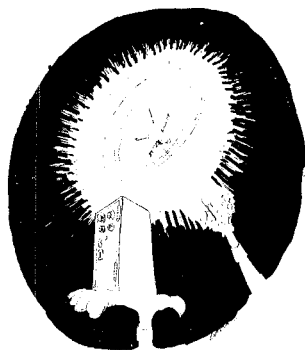


Illustration: Carlo Schmitz

Je suis donc pour la levée du secret bancaire, n'ignorant pas, comme on l'a déjà dit, que les activités de la place financière assurent un certain nombre d'emplois et fournissent à l'Etat luxembourgeois des recettes importantes, et donc qu'une partie de la "prospérité" de notre pays provient de cette source. Il est donc urgent de trouver une nouvelle orientation du développement économique et social qui repose sur d'autres bases.

Et puis il faut faire l'effort d'une définition précise. Car parfois on entend dire que, d'un point de vue juridique, il n'y aurait pas de secret bancaire au Luxembourg. Donc, afin de ne pas se satisfaire d'un trompe-l'oeil, il faut définir très exactement ce qu'on entend par la "levée du secret bancaire".

Pour terminer, j'aime m'en tenir, dans cette question, à l'impératif catégorique de Kant: une action doit être telle que sa maxime puisse se constituer en loi universelle. Une pratique qui ne répond pas à ce critère est (du moins moralement) illégitime, même (ou surtout!) si elle procure à son auteur des avantages concrets. En d'autres termes, on ne peut pas légitimer au Luxembourg une politique qu'on condamnerait ailleurs et qui, érigée en loi universelle, produirait et d'ailleurs produit réellement des effets destructeurs. Or, tel est vraiment le cas du secret bancaire de même que d'une bonne partie de la législation, de la réglementation ou de la déréglementation et de la pratique en faveur des banques de la place financière du Luxembourg."

André Hoffmann (déli Lenk)

### Das "Abschaffen" als Teil einer Gesamtstrategie

"Wer für Steuergerechtigkeit eintritt kann nicht für das Bankgeheimnis sein. Ethisch und moralisch ist das Bankgeheimnis daher kaum vertretbar. Der Luxemburger Finanzplatz muss auf Produkte setzen, wo der „Schutz“ des Bankgeheimnisses vor Steuerflucht und unsauberen Geldern nicht erfordert ist. Unser Land kann nicht damit rechnen, dass unsere Nachbarn und darüber hinaus die gesamte Weltgemeinschaft, ewig tatenlos zusehen, wie geschuldete Steuergelder in den vom Bankgeheimnis geschützten Schlupflöchern lukrativ angelegt werden. Der Druck auf OECD-Ebene für die Abschaffung des Bankgeheimnisses wird immer stärker. Die Schweiz wackelt stark und wird kurz- bis mittelfristig ihre Bereitschaft zur Verhandlung über die Abschaffung des Bankgeheimnisses zeigen. Als finanzpolitischer Sprecher verweise ich im Namen meiner Fraktion nun schon seit Jahren anlässlich der Budgetdebatten auf die Gefahren hin für Luxemburg, welche durch die monolytische Wirtschaftsstruktur und der damit verbundenen starken Abhängigkeit vom Finanzplatz entstanden sind. Über 80% der Körperschaftssteuern die der Staat einkassiert, kommen vom Finanzplatz. Ein Zusammenbruch dieses Wirtschaftssektors hätte demnach dramatische Konsequenzen für unser Land. Auch wenn wir angesichts dieser Sachlage vorsichtig mit dieser Frage umgehen müssen, so helfen ein Abschotten oder das Ignorieren uns mittelfristig nicht weiter. Luxemburg muss die Galgenfrist, die es in diesem Bereich hat, endlich nutzen, um offen über diese Problematik zu reden. Der Finanzplatz muss durch eine qualitative Produktpalette abgesichert werden und darüber hinaus muss unsere gesamte Wirtschaftsstruktur viel stärker diversifiziert werden.

Die Abschaffung des Bankgeheimnisses ist ein wichtiger Bestandteil in einer Gesamtstrategie, um die dringend notwendige Regulierung der Finanzmärkte zu erreichen. Eine ökologische und soziale wirtschaftliche Entwicklung unserer Gesellschaft ist ansonsten nicht zu erreichen. Diese macht aber nur Sinn, wenn auf OECD-Ebene alle Steuerschlupflöcher gleichzeitig abgeschafft werden. Die Kontrolle der Finanzmärkte muss für jeden verantwortungsvollen Politiker und jede verantwortungsvolle Politikerin zu einem wichtigen politischen Ziel für die nächsten 10 bis 15 Jahre werden. Sie ist eine wesentliche Voraussetzung, damit das Primat der Politik gegenüber den entfesselten Marktkräften zurückgewonnen wird."

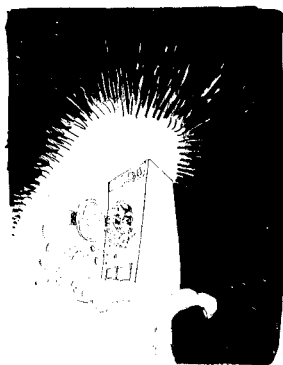
François Bausch (Déi Gréng)

### Le secret bancaire est moralement injustifiable

"Constatons d'abord que tous politiques, syndicalistes et autres lobbyistes qui utilisent constamment le mot transparence et le brandissent comme une preuve de leur intégrité défendent avec acharnement le secret bancaire. Pourtant le secret occulte, il est le contraire de la transparence et il cache toujours quelque chose.

Au Luxembourg, il cache notamment l'argent de la drogue, de la prostitution, de la traite des femmes

Illustration: Carlo Schmitz



et des enfants, du crime organisé et de la corruption politique. Cela est d'autant plus étonnant dans un pays où le parquet exige la condamnation d'un commerçant qui vend des pipes à eau et où l'on organise de grandes campagnes contre la violence et l'abus sexuel.

Au Luxembourg, il sert aussi à cacher l'argent gagné au *schwarz*, l'argent issu de la fraude fiscale, révoltant dans un pays où le système fiscal est implacable pour le salarié.

Je suis d'avis, que dans ces conditions, le secret bancaire est moralement injustifiable et je ne le défendrai jamais. La richesse et le confort d'un pays ne peuvent être basés sur l'exploitation du genre humain et sur l'entrave à la justice. Mon engagement politique doit servir à défendre les faibles, les précarisés et les intérêts des personnes qui gagnent leur vie avec le fruit de leur travail et non pas les fraudeurs et criminels.

Après avoir tout misé sur l'industrie de l'acier, les gouvernements luxembourgeois ont répété les erreurs du passé et construit tout le système social (enviable) du Luxembourg sur l'artifice du secret bancaire et la place financière. Le jour où, sous la pression de l'Europe et des Etats-Unis, le secret bancaire sera éradiqué et que la place financière deviendra à son tour *crépusculaire*, le Luxembourg se trouvera en ruine financière et le système social s'écroulera.

Mais il n'y a aucune fatalité à l'acceptation de cet état de faits. La libéralisation financière a été voulue et encouragée par les responsables politiques; il leur appartient de prendre des mesures dans le sens inverse - à moins qu'ils veuillent se démettre définitivement de leur responsabilité du pouvoir de décision."

Danielle Igniti (Femmes socialistes)

PUB !

co-labor s.c.

105, route d'Arlon L-1140 Luxembourg Tél.: 44.78.83 / Fax: 45.92.45